

Le 3^{ème} Forum Mondial de l'Eau Kyoto – mars 2003

RAPPORT POUR LE COMITE INTERNATIONAL DE L'AGHTM

Par Gérard PAYEN, Président

RESUME

❶ Impressions générales :

- Un Forum réunissant 24 000 participants suivi d'une Conférence Ministérielle
- Un troisième Forum plus studieux que celui de La Haye en 2000
- Une forte implication d'une France apaisée emmenée par son Président
- Des débats nombreux sur toutes les facettes de l'eau, mais des synthèses éloignées des actions de terrain.

❷ Principaux thèmes discutés :

- Des sujets controversés qui apparaissent (GATS), se radicalisent (PPP), se calment (barrages) ou se maintiennent alors qu'ils ont juridiquement disparu (droit à l'accès à l'eau).
- De nouveaux sujets de discussion :
 - la place essentielle des collectivités locales
 - la place à donner aux communautés d'habitants
 - l'importance des conditions de gouvernance
 - l'hygiène et l'assainissement
 - la mesure des niveaux de service (observatoire)
 - les propositions Camdessus (gouvernance + financement)
 - le « Sustainable Cost Recovery ».

❸ Les jeux des acteurs :

- Un théâtre où il manque des acteurs : les collectivités locales, les opérateurs publics... et où le secteur privé sert de bouc émissaire facile

- Deux segments « ONG » et « Syndicats » ont fait l'objet d'une inquiétante prise de contrôle monopolistique
- Entrée en scène des professionnels représentés par l'IWA.

④ **Présence française à Kyoto :**

- Deux ministres
- Tous les membres du Comité International de l'AGHTM.

⑤ **Une déclaration finale décevante**

⑥ **Vers 2015 :**

- Des objectifs du Millénaire encore lointains. Les politiques concrètes n'ont pas été annoncées à Kyoto.

La communauté internationale de l'eau (acteurs et gouvernements) s'est réunie à Paris en 1998, à La Haye en 2000, à Bonn en 2001. En 2002, de façon tout à fait inattendue, elle s'est retrouvée à Johannesburg où les gouvernements ont, enfin, décidé d'inscrire l'eau dans les priorités mondiales. 6 mois plus tard, en mars 2003, vient de se tenir à Kyoto le 3^{ème} Forum Mondial de l'Eau.

Ce Forum, organisé à l'instigation du Conseil Mondial de l'Eau, a pu voir le jour grâce à la mobilisation de nombreux acteurs japonais. Il comprenait essentiellement deux composantes : le Forum proprement dit, lieu de débats et de rencontres ouvert à tous, et une Conférence Interministérielle, lieu de négociations diplomatiques entre les différents gouvernements représentés par les Ministres en charge de l'Eau. Comme la Conférence Interministérielle s'est tenue à huis clos, les Ministres ont été mis en contact avec les travaux du Forum de deux manières : à leur arrivée, ils ont participé à une demi-journée de discussions directes « multi-acteurs » (sorte de travaux de groupe bon enfant réunissant 7 personnes de toutes origines autour de chaque ministre), puis, lors des débuts de leurs travaux, ils ont entendus des rapports sur la douzaine de thèmes débattus lors du Forum.

Comme l'IWA avait profité du Forum pour organiser ses réunions annuelles à Kyoto, de nombreux membres de l'AGHTM étaient présents à Kyoto, en particulier tous ceux qui participent activement à son Comité International.

① **Impressions générales :**

Le Sommet de Johannesburg a fixé les objectifs de la Communauté Internationale. L'attente de la plupart des acteurs était l'annonce à Kyoto, par les gouvernements, de programmes d'action ambitieux, c'est-à-dire destinés à atteindre les objectifs du Millénaire et les autres engagements de Johannesburg, comme celui de définir des politiques nationales de l'eau dans chaque pays. Le mot d'ordre était donc l'action. Sur ce plan, les acteurs de terrain ont été déçus car peu de choses ont avancé concrètement dans les 6 mois qui ont séparé Johannesburg de Kyoto. Il a même semblé que les avancées de Bonn, de Johannesburg, de la reconnaissance internationale en novembre 2002 du droit à l'accès à l'eau étaient méconnues de certains gouvernements ou organisations.

Ne boudons cependant pas notre plaisir, Kyoto aura été un grand événement. Peu de temps (6 mois) ont séparé Johannesburg de Kyoto et il est compréhensible que les

nouvelles politiques, comme celles de l'Union Européenne ou des USA, aient besoin de davantage de temps pour se peaufiner.

Si les résultats diplomatiques sont maigres, il n'en reste pas moins que de réels changements se sont manifestés à Kyoto.

Le deuxième Forum Mondial, celui de La Haye en 2000, avait ressemblé sur certains points à un champ de bataille avec des catégories d'acteurs jouant chacune un jeu isolé peu soucieux d'intégrer les autres opinions. De façon très différente, à l'exception d'une minorité très visible refusant tout consensus, le Forum de Kyoto aura été studieux. Tous les aspects de l'eau, toute sa complexité et sa richesse ont été abordés dans de nombreux débats (plus de 300) d'excellente tenue qui ont permis aux plus curieux de bénéficier d'un rassemblement inégalé de compétences.

Plusieurs sujets du débat international ont avancé, de nouveaux sont apparus. La contribution la plus importante du Forum de Kyoto est probablement le rapport « Financing Water for All » du panel Camdessus.

Les objectifs du Millénaire sont apparus comme un formidable outil permettant à tous les acteurs de chercher ensemble des solutions à un problème commun. En leur absence, chacun aurait –comme à La Haye- cherché à défendre son point de vue (ou ses intérêts) sur son domaine de prédilection.

Enfin et c'est pour l'équipe française de l'eau qui prend forme depuis la Conférence de Bonn (décembre 2001), une très grande satisfaction, à Kyoto la France a montré qu'elle voulait prendre sa place, celle que ses nombreuses compétences nationales et internationales lui permettent de revendiquer dans le domaine de l'eau. Après une période de dispersion des efforts et des idées, les français présents à Kyoto ont fait preuve de leur complémentarité d'expériences, d'une grande connivence et se sont rassemblées sous la bannière gouvernementale. Le Président de la République, Jacques Chirac, est le seul chef d'Etat à s'être exprimé publiquement à Kyoto. Lors de la séance inaugurale du Forum, il a délivré un message très articulé où l'on pouvait déceler de la passion et une détermination explicite à atteindre les objectifs du Millénaire.

Deux ministres français sont allés à Kyoto et la Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, Madame Bachelot-Narquin, a ouvert la Conférence Interministérielle par un discours remarqué.

② **Principaux thèmes discutés à Kyoto :**

La complexité de l'eau a été abordée en rassemblant les sujets par grands thèmes. Les principaux angles étaient : la pauvreté, l'alimentation, le climat, les villes, la paix, la gouvernance, la gestion intégrée des ressources, l'assainissement, l'hygiène, l'environnement, l'éducation, la culture, les inondations, l'énergie, l'eau souterraine, le financement, l'implication des femmes et des enfants, les transports, les enfants, la technologie, la santé, les partenariats public-privé et les barrages.

Tous ceux qui voulaient débattre d'un sujet ont ainsi trouvé un lieu d'expression. Certains sujets ont cependant pris une importance particulière et ont fait l'objet de discussions animées dans les couloirs du Forum.

②-1 Sujets faisant l'objet de controverses

Les problèmes concrets se posent différemment d'une région à l'autre et encore plus d'un pays à l'autre. Beaucoup de sujets font cependant l'objet d'un relatif consensus en raison de leur expression très générale ou peu contraignante (exemples : « les prix de l'eau doivent être définis à un niveau acceptable économiquement par les usagers », la gestion de l'eau doit être transparente, « il faut une gestion par bassins » ...).

Certains, par contre, déclenchent de vives oppositions dont l'expression et la virulence peuvent varier dans le temps.

A Kyoto, on trouvait dans cette catégorie les partenariats public-privé (PPP), les barrages, le droit à l'accès à l'eau et l'ACGS (GATS).

- La polémique sur les **barrages** semble se calmer. A la suite du rapport de la Commission Mondiale des Barrages, de nombreux gouvernements ont exprimé leur insatisfaction. A Kyoto, il est devenu clair qu'atteindre les Objectifs du Millénaire nécessite la construction de réservoirs dans les pays où il y en a peu. La déclaration finale des gouvernements mentionne le besoin de disposer de réservoirs pour faire face aux sécheresses éventuelles.
- **Les PPP** ont fait l'objet d'un consensus des gouvernements à Bonn (décembre 2001) lorsque ceux-ci ont perçu leur intérêt plus attractif que celui des privatisations. Le Sommet de Johannesburg est devenu le Sommet des Partenariats. Ce mouvement général en faveur des PPP s'est accompagné d'une radicalisation et d'une structuration des « anti-privé ». A Kyoto, ceux-ci étaient très organisés (ils étaient conduits par Maude Barlowe, Conseil des Canadiens). Ils ont interrompu de nombreuses séances et monopolisé les débats dans beaucoup d'autres. Les organisateurs du Forum ont cherché à faire baisser la tension en permettant à ces « World Water Warriors » de s'exprimer dans les sessions chaque jour et en leur donnant un rôle institutionnel, ce qui n'a pas été du goût de tout le monde. Leur forte visibilité contrastait avec leur faible représentativité. La déclaration finale mentionne explicitement l'intérêt des gouvernements pour les PPP (à noter le soutien explicite la France et des Pays-Bas).
- **Le droit à l'accès à l'eau** a été reconnu et légalisé dans 151 pays en novembre dernier. De nombreuses personnes de toutes origines en ont parlé à Kyoto, en particulier lors du dialogue avec les Ministres. Malgré cela, la déclaration finale n'en parle pas, ce qui manifeste la gêne de certains pays.
- **L'AGCS (GATS)** est un chiffon rouge pour de nombreuses ONG qui réclament que les services de gestion de l'eau soient exclus du GATS. A ce stade, le débat international est très fruste. Peu d'arguments ont été formulés et les enjeux sont probablement mal identifiés par la plupart des acteurs.

- A noter, enfin, une contestation larvée de la légitimité du Conseil Mondial de l'Eau, et dans une moindre mesure, du Global Water Partnership, par certaines organisations qui n'y sont pas présentes.

②-2 Les nouveautés du débat international

Plusieurs nouveaux sujets sont apparus dans les débats. Ceux qui m'apparaissent les plus notables sont :

★ *la place essentielle des collectivités locales*

Les collectivités locales sont encore peu présentes dans ces forums internationaux dominés par les gouvernements, les Nations Unies et quelques grandes organisations. C'est un défaut majeur des débats internationaux sur l'eau potable et l'assainissement (Objectifs du Millénaire) puisque dans la plupart des pays, ce sont les collectivités qui ont la responsabilité des services publics de l'eau. Les grandes associations de collectivités locales (Cités-Unies, ICLEI) ont témoigné à Kyoto ainsi que de nombreux élus français. Même si cela devient un sujet évident dans le débat international, l'organisation du Sommet n'a pas permis de le mettre en lumière. La déclaration finale reprend cependant l'idée de décentralisation (« Empowerment of local authorities and communities should be promoted by governments ») sans préciser les rôles respectifs des Etats et des collectivités locales.

★ *la place à donner aux communautés d'habitants*

La plupart des acteurs ont insisté sur le caractère local de l'eau et sur la nécessité d'impliquer les habitants dans la définition –voire la mise en œuvre de leurs modes d'accès à l'eau. Je ne suis cependant pas certain qu'ils aient tous la même compréhension de ce sujet. Le « small is beautiful » était très bien porté à Kyoto. Ministres et associations ont renchéri en matière de « low-cost technologies », « small-scale water service providers », « plus de grands projets d'infrastructures », etc. Beaucoup d'ambiguïtés subsistent. En milieu rural, « communauté » est souvent identique à « collectivité locale ». En milieu urbain, il y a une différence et, s'il est nécessaire (et quasi-systématique dans les bons projets) de consulter les habitants des bidonvilles sur la façon dont la collectivité locale va leur donner accès à l'eau, on voit mal comment la communauté d'un quartier pourrait s'approvisionner seule en pleine autonomie comme certains veulent le faire croire

★ *l'importance des conditions de gouvernance*

Même si ce sujet est déjà ancien, il prend un relief particulier avec les conditionnalités de l'aide américaine, les travaux du Global Water partnership et le NEPAD. Il est tout à fait significatif que le panel Camdessus chargé de recommandations financières ait éprouvé le besoin de formuler presque autant de recommandations en matière de gouvernance. A Kyoto, un thème entier était consacré à ce sujet. La « Charte française » a été citée par J. Chirac, P-A. Wiltzer et R. Bachelot).

★ *l'hygiène et l'assainissement*

La décision de Johannesburg de fixer un objectif du Millénaire dans le domaine de l'assainissement a donné un accélérateur aux campagnes de promotion du WSSCC en faveur de l'hygiène et de l'assainissement. Des travaux de recherche complémentaires semblent nécessaires pour optimiser les technologies à mettre en œuvre dans chaque cas. En particulier, plusieurs communications ont porté sur le « dry sanitation ». L'IWA est en pointe sur ce sujet.

★ *la mesure des niveaux de service (observatoire)*

Sous l'impulsion de l'AGHTM, l'Agence de l'Eau Seine Normandie a organisé à Kyoto un débat sur les systèmes de mesure des objectifs du Millénaire. La quasi-totalité des organisations intéressées a pu venir et débattre sereinement des enjeux correspondants. Le sujet du « monitoring » ou de l'observatoire apparaît dans la conclusion du thème « Eau et Pauvreté », dans le rapport Camdessus, ainsi que dans les allocutions de J. Chirac et R. Bachelot.

La déclaration finale mentionne la nécessité de mesurer les progrès mais ne conclue pas sur la nécessité d'un observatoire : elle demande d'explorer ce qui existe !

C'est un excellent point de départ pour des actions concrètes. Un séminaire de travail de la Commission Européenne rassemblera prochainement les principaux acteurs. J'ai personnellement longuement discuté avec R. Lenton qui co-préside le travail des Nations Unies sur ce thème. Il est très intéressé par les travaux menés en Europe à notre instigation sur ce sujet.

★ *le rapport Camdessus*

Le rapport « Financing Water for All » était l'un des principaux rapports apportant des éléments nouveaux au débat international. Diffusé 10 jours avant le début du Forum, il n'avait pu être lu par tous les participants ce qui a favorisé des discussions surréalistes lors desquelles certains acteurs donnaient leur avis sur un document qu'ils n'avaient pas lu. Ce peu de recul a entravé les essais qui ont été entrepris pour que les gouvernements soutiennent publiquement ses recommandations dans leur déclaration finale. A ma connaissance, seuls les Pays-Bas et la France l'ont soutenu publiquement.

Ce rapport est cependant à l'opposé d'un rapport consensuel ou politique puisqu'il formule des recommandations qui, comme l'a dit Michel Camdessus à la tribune de Kyoto, nécessitent des changements de comportement de tous les acteurs et en particulier des gouvernements et des institutions internationales. On peut comprendre la réticence à l'inclure dans la déclaration finale (son existence y est simplement mentionnée).

★ *le « Sustainable Cost Recovery »*

Le rapport Camdessus a proposé d'abandonner l'objectif de « full-cost recovery » de La Haye et de viser le « Sustainable cost recovery », c'est-à-dire qu'il a reconnu la nécessité de subventionner une partie des coûts de l'eau dans le cadre des objectifs du Millénaire tout en assurant durablement aux opérateurs publics ou privés de services d'eau des recettes suffisantes pour leur permettre de faire fonctionner et de maintenir en état les systèmes existants. Ce nouveau concept a immédiatement été utilisé par de nombreux acteurs.

③ Le jeu des acteurs

③-1 Un théâtre où il manque des acteurs

Ce genre de débat international ressemble à un théâtre avec des postures convenues et un langage particulier. Certains acteurs jouent des rôles de composition. Certains se battent pour convaincre. Les acteurs muets sont caricaturés par les autres comédiens.

A Kyoto, les acteurs dominants étaient :

- d'une part, le Conseil Mondial de l'Eau et les organisateurs japonais
- d'autre part, les organisateurs de grands thèmes, soit essentiellement les agences des Nations Unies et quelques institutions internationales.

Ces acteurs dominants cherchaient tous à permettre une expression large et à faire se rejoindre les autres acteurs sur des sujets consensuels, accessoirement à choyer leur clientèle.

Cette attitude ouverte a finalement conduit au résultat suivant : ceux qui voulaient s'exprimer ont pu théoriquement le faire mais, ceux qui s'étaient mal organisés à l'avance ou qui n'avaient pas de contacts avec les media n'ont pas été entendus.

Ainsi, le Forum a-t-il été une chambre d'écho pour les acteurs structurés et les activistes mais n'a pas vraiment recueilli les témoignages ou les besoins des collectivités locales et des opérateurs publics de services d'eau. Ces deux catégories d'acteurs, peu représentées, n'avaient aucun moyen d'expression au niveau de l'organisation du Forum ou de la Conférence Ministérielle, alors qu'ils sont les acteurs majeurs des Objectifs du Millénaire.

Les opérateurs privés, largement minoritaires sur le terrain mais présents à Kyoto, ont pu présenter des réalisations concrètes mais n'ont pas vraiment eu accès au débat. Ils ont été souvent critiqués sans pouvoir s'expliquer. Beaucoup des difficultés qu'ils rencontrent ont été fustigées comme des « échecs du secteur privé » alors qu'elles n'ont aucune spécificité privée mais sont inhérentes aux situations que rencontrent tous les opérateurs, qu'ils soient publics ou privés, dans les pays en développement.

Ce déficit de représentation des acteurs de terrain (collectivités locales, opérateurs publics et privés, ONG de terrain) et la sur-représentation de certains autres nuit certainement à l'efficacité de la communauté internationale et contribue au nombre insuffisant de réalisations concrètes sur le terrain.

③-2 Des prises de contrôle inquiétantes

Alors qu'à Bonn et Johannesburg les segments « ONG » et « Syndicats » avaient fait l'objet d'une pluralité d'expression, il est très inquiétant de constater qu'à Kyoto ces deux segments ont fait l'objet de prises de contrôles monopolistiques.

L'expression collective vis-à-vis des autres acteurs du segment « ONG » a été quasiment portée par la seule « coalition nord-américaine anti-privatisation » de Maude Barlow.

De même, l'expression collective du segment « Syndicats » a été exclusivement faite par la fédération PSI de syndicats de fonctionnaires municipaux. Ces prises de contrôle ont été acceptées naïvement par les organisateurs, ce qui a bloqué certains sujets de discussion, en particulier celui des PPP (gestion déléguée).

A noter que les membres de cette coalition n'ont pas hésité à utiliser des expressions outrancières ou à inciter à la dégradation d'installations publiques :

- Ainsi, a-t-on entendu que la participation du secteur privé avait conduit à des décès par choléra en Afrique du Sud, que Suez avait pu bénéficier de la privatisation du Gange à Delhi, que « celui qui contrôle l'eau contrôle le pays », etc.
- Par ailleurs, une personne a présenté à la tribune deux compteurs d'eau puis a montré doctement comment les casser pour qu'ils ne puissent plus mesurer la consommation !

③-3 Des agences des Nations Unies très présentes

23 agences des Nations Unies s'intéressent à l'eau. Comme l'eau prend davantage d'importance dans la communauté internationale, certaines agences des Nations Unies ont semblé chercher à se mettre en avant pour tenter de fédérer les différents départements de l'ONU. Ce serait indéniablement utile pour améliorer leur coordination mais, il ne faudrait pas que cela se fasse au détriment de certains programmes très utiles engagés par d'autres.

③-4 Entrée en scène des professionnels

La fusion en 2000 de deux grandes associations a conduit à la création de l'International Water Association (IWA) qui regroupe les professionnels de l'eau du monde entier : universitaires, gestionnaires publics ou privés, régulateurs, ingénierie, équipementiers, etc.

Absents jusque là des débats internationaux, les professionnels sont apparus sur la scène publique à Kyoto. Ils avaient compris que pour avoir droit à la parole il fallait organiser un « thème », c'est-à-dire un ensemble de sessions. L'IWA a diffusé à Kyoto une plaquette très bien faite « Solutions through Innovations » qui identifie les 4 grands problèmes : (accès à l'eau potable, assainissement, inondations, sécheresse) et formule des recommandations. Certaines sont particulièrement intéressantes en raison de leur cohérence avec d'autres initiatives. Ainsi, la première recommandation milite pour l'établissement de politiques nationales de l'eau dans chaque pays tandis que la cinquième décrit exactement le projet d'observatoire de l'AGHTM.

Grâce à ses efforts, l'IWA a pu aller jusqu'à s'exprimer par la voix de son président devant les ministres en conférence ministérielle.

⑤-5 Les gouvernements

Certains gouvernements ont une influence particulière en raison de leur détermination ou d'opportunités.

- Le pays le plus actif a, bien entendu, été le Japon, pays d'accueil qui a réussi à organiser Forum et Conférence dans des conditions qui ont été majoritairement appréciées.
- La Chine a fait un exposé magistral sur ses problèmes d'eau lors de l'ouverture de la Conférence Ministérielle.
- Les Pays-Bas ont continué leur politique intelligente d'omniprésence active et constructive. Le Prince d'Orange, parrain reconnu de la communauté de l'eau, s'est exprimé lors de la cérémonie d'ouverture. Le gouvernement était très actif dans les négociations diplomatiques et dans les débats du Forum. Les différents acteurs néerlandais sont apparus très soudés et sur leur stand la bière Heineken coulait à flots.
- Le Maroc a été très visible grâce à la remise du prix Hassan II.
- La France a eu une présence remarquée grâce aux nombreuses interventions de ses différents acteurs et principalement aux allocutions de son Président et de deux de ses Ministres. C'est apparu comme une grande nouveauté et cela a alimenté beaucoup de discussions. Cette attitude nouvelle est très encourageante pour les nombreux acteurs de terrain.
- Un Royaume-Uni moins présent qu'auparavant.
- L'Afrique du Sud continue à apparaître comme la référence des pays en développement avec un ministre chargé de l'eau tout à fait exceptionnel.

⑤-6 Les entreprises

Les entreprises étaient représentées, comme à La Haye, par le « CEO Panel », regroupement de 15 entreprises intéressées par l'eau (entreprises consommatrices d'eau, banques finançant des projets d'eau, sociétés de gestion de services d'eau). Le CEO Panel a présenté les travaux qu'il a entrepris entre La Haye et Kyoto avec de nombreux partenaires sur les thèmes suivants : éducation, agriculture et forêt, gestion intégrée des ressources en eau, financements, perception de la valeur de l'eau.

Le débat prévu par le CEO Panel a été subtilisé par les « World Water Warriors » de façon très agressive.

A noter que le thème « Partenariats-Public-Privé », bien qu'organisé conjointement par la coalition anti-privatisation et le Conseil Mondial de l'Eau, n'a pas pu faire l'objet d'une conclusion commune et que les ministres n'ont entendu à titre de synthèse du thème PPP que l'avis de la « coalition nord-américaine anti-privatisation ». Ils ont donc eu une vision exclusivement unilatérale de la problématique PPP, ce qui a permis au Conseil Mondial d'écrire dans son rapport final que la problématique des PPP n'avait pas avancé ! C'est l'un des échecs des organisateurs de ce Forum qui n'a pas su s'inspirer de l'esprit de Johannesburg.

Dans leur déclaration finale, les gouvernements ont, quant à eux, conservé, vis-à-vis des partenariats, l'attitude ouverte qu'ils avaient adoptée antérieurement.

Les entreprises ont annoncé le projet du World Business Council for Sustainable Development d'organiser une large concertation entre entreprises et ONG sur une période de 18 mois à 2 ans.

④ **La présence française à Kyoto :**

Le Président de la République est intervenu par message vidéo le premier jour (cf. pièce jointe). Monsieur Wiltzer, Ministre de la Coopération, est venu à Kyoto au début du Forum, tandis que Madame Bachelot, Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, est venue pour la Conférence Ministérielle et la journée Européenne.

Les ministères des Affaires Etrangères, de l'Ecologie et du Développement Durable et des Finances avaient envoyé de nombreux représentants. L'AFD et les Agences de l'Eau Seine Normandie avaient organisé plusieurs événements. De nombreux élus français, membres de collectivités locales, de sociétés publiques ou de Comités de Bassin ont participé au Forum.

Côté société civile, les principaux acteurs français présents étaient l'Académie de l'Eau, PS-Eau (organisateur de sessions), l'Institut de la Gestion Déléguée, l'OIEau, ainsi que de nombreux professionnels : AGHTM, SAGEP, SIAAP, Vivendi, Suez, Saur, Sogreah.

La cohésion des acteurs français à Kyoto a été renforcée par la juxtaposition physique des quatre stands que certains avaient organisés dans le centre des Congrès.

La présence à Marseille du siège du Conseil Mondial de l'Eau et la forte implication des membres français du Conseil dans le déroulement du Forum ont, par ailleurs, facilité la bonne intégration des français à Kyoto.

Grâce au Ministère des Affaires Etrangères, la traduction simultanée en français de certaines sessions a permis en particulier aux africains de l'ouest de participer davantage qu'au précédent Forum Mondial.

⑤ Une déclaration finale décevante :

La déclaration adoptée le 23 mars par les gouvernements présents à Kyoto a le mérite de garder le cap des Objectifs du Millénaire et de maintenir 2005 comme une date d'achèvement des politiques nationales et de conserver la volonté du Sommet de Johannesburg d'impliquer tous les acteurs et d'ériger l'eau en priorité mondiale. Elle est cependant plus un recueil d'idées générales et généreuses qu'un plan d'action.

Ainsi, elle respecte le code du « politiquement correct onusien », en parlant de bonne gouvernance, « capacity building », « community based approach », « pro-poor policy », « gender perspective », « transparency », « accountability », « low-cost technologies » (voir en particulier le § 3).

En raison de l'opposition de certains Etats, elle ne mentionne ni le droit à l'accès à l'eau (pourtant légalisé dans plus de 150 pays), ni le besoin d'une tour de contrôle ou d'un observatoire mondial. La demande de mention du droit à l'accès à l'eau avait pourtant été réclamée par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, par les ONG et par les participants aux sessions « Eau, Assainissement, Hygiène ».

Il y a cependant quelques nouveautés ou quelques sujets qui deviennent explicites parmi lesquels :

- l'appel auprès de chaque Etat pour qu'il adopte une stratégie nationale conforme aux Objectifs mondiaux du Millénaire (§ 16)
- la mention du besoin de gérer et de maintenir les installations en état (§ 17)
- l'encouragement de l'hygiène individuelle et du développement de l'assainissement (§ 18)
- la volonté de réduire la consommation d'eau par unité de production agricole (§ 19)
- la promotion de la construction de réservoirs pour faire face à la sécheresse (§ 27)
- le besoin de décentralisation (§ 1)
- le besoin de mesurer les progrès accomplis avec des indications appropriés (§ 8).

⑥ Vers les Objectifs du Millénaire :

La Communauté Internationale s'est fixé en particulier deux objectifs précis dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement : réduire de moitié d'ici 2015 la proportion de la population qui n'a pas accès à l'un ou l'autre de ces deux services. Cet horizon temporel doit être considéré comme une étape intermédiaire vers un accès de tous en 2025 à l'eau potable et à l'assainissement. C'est l'interprétation qu'en donne le rapport du panel Camdessus. 2015 ne sert qu'à fixer un horizon pas trop éloigné permettant de prendre le rythme nécessaire pour atteindre une couverture totale d'ici 2025. Bien entendu, chaque projet concret doit viser localement une couverture totale et ne pas être un demi-projet ne considérant que les habitants les plus faciles à alimenter !

La Communauté Internationale ne s'est pas fixé de nouveau rendez-vous spécifique au domaine de l'eau. C'est dommage parce que l'attente de décisions politiques plus concrètes est très forte.

Une prochaine rencontre va cependant permettre d'aborder à nouveau ce problème du point de vue des pays les plus riches. Il s'agit de la réunion du G8 en juin prochain à Evian qui devrait se pencher au titre du NEPAD sur les questions d'eau en Afrique.

C'est une étape qui pourrait être très importante en particulier pour la mise en œuvre des recommandations du panel Camdessus qui concernent les gouvernements des pays industrialisés et les institutions internationales.

Les propositions qui concernent les gouvernements des pays en développement, les collectivités locales ou la société civile nécessitent probablement un lieu spécifique d'expression. A la date de rédaction de ces lignes, l'organisation d'un quatrième Forum mondial de l'eau n'est pas encore certaine. De toutes façons, ce ne sera pas avant 3 ans alors qu'il ne reste plus que 12 années d'ici 2015.

Espérons que les gouvernements s'engagent rapidement à mesurer chaque année leur contribution aux Objectifs du Millénaire.

Comme le rappelait à Kyoto avec son humour triste l'horloge de la maison des citoyens, 1 220 000 000 de personnes attendent qu'on s'occupe d'elles et ce nombre n'a toujours pas commencé à baisser.

Le Président du Comité International
Gérard Payen

PJ : * Allocution du Président de la République
* Déclaration finale des gouvernements